

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **Macron et des Députés veulent tuer la République Sociale !**

Ils se sont couchés devant les milliardaires propriétaires des grands magasins parisiens et plus largement devant le patronat.

Avec la remise en cause des droits des salariés.

« Cette République nécessaire, les réacteurs la menacent sans cesse. Quand ils n'ont pu la tuer par la violence, ils essaient de la tuer par le mensonge. » (Jean JAURES – extrait du discours sur la République Sociale).

Oui, ils ont menti :

- ✓ Ni l'emploi ne sera relancé et le constat est connu dans l'ameublement qui peut ouvrir tous les dimanches depuis 2009 et le secteur du Bricolage n'en a pas fait la démonstration, malgré le décret en sa faveur ;
- ✓ Ni l'économie ne sera relancée de l'aveu même d'un des fers de lance de la déréglementation Jean-Claude BOURRELIÉ dans le Bricolage, qui en a fait le dur constat dans sa communication interne ;
- ✓ Ni les libertés de travailler ne sont garanties, puisqu'ils détruisent les garanties collectives des salariés pour les livrer à la merci du patronat qui obtiendra un volontariat de soumission ;
- ✓ Ni le pouvoir d'achat ne sera augmenté pour relancer la consommation. Les 8 centimes d'euros d'augmentation du taux horaire du SMIC confirment que la paupérisation est au programme.

Honte à ceux qui se sont opposés à la loi Mallié et qui ont fait pire.

C'est un recul net que les députés, qui ont voté ou se sont abstenus, ont offert aux lobbings.

Pour FO COMMERCE, l'abrogation de la loi Mallié, le rejet du projet Macron et l'urgence de l'augmentation générale des salaires, obligent à la grève générale interprofessionnelle.

Paris, le 16 février 2015

Contact :

- Christophe LE COMTE - Secrétaire de la Section fédérale du Commerce  
Tél. : 01 48 01 91 33 – 06 68 66 25 24

